



ESI Angers

ESI Rennes

ESI Tours

ESI Nantes Marsauderies

ESI Nantes Lotz - Cossé



Mail: cgt.disi-ouest@dgfip.finances.gouv.fr

site: <http://www.financespubliques.cgt.fr/351/>

Compte rendu de la réunion à l'ESI de Rennes le 25 novembre entre les OS et M Issarni.

La rencontre a débuté par la lecture des déclarations liminaires par les OS. Si l'ensemble des organisations syndicales ont évoqué les problèmes nationaux (DISIC, budget, mutualisation et gestion administrative des informaticiens), la cgt a, en plus, développé la problématique de l'ESI de Rennes en posant des questions précises au chef du SSI (voir notre déclaration liminaire). Hélas, Mr Issarni a beaucoup parlé sur les sujets nationaux sur lesquels il semble plus à l'aise que sur ceux de Rennes.

Le première réponse apportée par le chef du SSI avait pour thème la modification du décret de l'été dernier sur les compétences de la DISIC. Pour lui, il n'y a ni risque de création d'un corps interministériel des informaticiens (ce qui est démenti par les divers interviews du responsable de la DISIC Mr Marzin) ni de pertes de missions pour la DGFIP. En effet, le décret porte sur la mutualisation des SI traverses comme par exemple le RIE.

Pour le chef du SSI, c'est même une opportunité pour notre administration ! Nous sommes en avance technologiquement et pourrions proposer un support aux autres administrations comme sur les bases de données postgres et avons la masse critique d'agents (4300 informaticiens en 2013 pour 18000 informaticiens en FPE).

Ce support à d'autres ministères ne doit pas se faire aux détriments des missions métiers de la DGFIP. La pirouette a été assez difficile à tenir pour Mr Issarni, qui a lui même affirmé, que le budget informatique de la DGFIP serait catastrophique en 2015. De plus, les OS lui ont rappelé la diminution importante des effectifs (depuis la fusion, nous sommes passés de 5200 informaticiens à 4300 en 2013) et des dysfonctionnements nombreux sur le RIE.

Le chef du SSI a, quand même continué sur sa lancée en affirmant que travailler dans l'informatique impliquait un changement permanent. Donc, si l'informatique de la DGFIP s'isole et ne suit pas le mouvement , ce serait dangereux pour son avenir. Les Os lui ont fait remarquer que le ministère a évalué à 60 % les applications transverses et donc, que même avec la bonne volonté et l'adaptabilité des informaticiens de notre administration, nous ne sommes pas sûrs de conserver ces applications et donc sommes susceptibles de restructurations. Mais le capitaine du navire qui prend l'eau a balayé ce risque en démentant ce ratio de 60 % pour la DGFIP.

Suite à ce plaidoyer en faveur de l'interministérialité, Mr Issarni a quand même reconnu des difficultés dans le déploiement du RIE ! Mais pas de panique, il s'agit d'une phase pilote qui sert justement à remonter des anomalies. Par ailleurs, ce problème aurait pu arriver aussi avec un prestataire privé (Est ce une reconnaissance implicite des errements de l'externalisation?).

L'absence d'outil de supervision du RIE pour les SIL a été remontée au SCN RIE qui fera le nécessaire dans un délai inconnu En attendant, les SIL doivent gérer cette baisse de qualité de service. Encore une fois, d'après le chef du SSI, nous voyons le mal où il n'y a en pas en pensant que l'on cherche à supprimer des missions au SIL.

On repensera à la promesse de conservation de toutes les entités des ESI lors de la création des DISI. **On a d'ailleurs embrayé sur la perte de l'administration de la machine Z-Os pour Tours.** Là encore, l'informatique c'est le changement et le PSI avait prévenu : « diminution des sites d'hébergement » qui pourraient à terme passer de 40 à 18! D'ailleurs Nantes exploite des machines qui sont à 400Km. **Pour Tours, il n'y a pas eu d'affirmation claire du maintien du site, à terme.**

Les OS ont souligné que cette réorganisation permanente avec des externalisations puis des réinternalisations s'était faite avec un coût humain important et un sous effectif chronique dans l'informatique. Pour Mr Issarni, le sous effectif doit être résolu par des campagnes de publicité auprès des écoles d'informatique.

Mais, pour la CGT, c'est déjà en interne qu'il faut travailler. Les règles de mutation qui empêchent un programmeur de postuler sur un poste PAU ont fait basculer de nombreux informaticiens dans l'administratif, tout comme le gel des postes dans des directions attractives. Mr Issarni nous a expliqué que par ce système de gels, il évitait la perte d'informaticiens dans des directions moins favorisées par les demandes de mutation. Bref, **il gère la pénurie et par conséquent, les collègues des CID de notre DISI sont en difficulté.**

On a enfin pu recentrer la discussion dans les dernières minutes sur l'ESI de Rennes. Le chef du SSI s'est gargarisé d'avoir fait des réinternalisations suite à la perte de l'ONP (qui pour lui n'est pas si mal). Il comprend l'impatience du service de la production qui voit arriver le travail progressivement en ayant un plan de formation lourd. Mais, c'est pour mieux favoriser la montée en compétence.

La cible présentée l'été dernier n'est pas remise en cause. D'ailleurs, si à la mi 2015, nous constatons une sous activité, le SSI pourra revoir la feuille de route et donner de nouvelles missions à Rennes.

Pour M Issarni, le SI imbriqué et complexe de la DGFIP implique une spécialisation des ESI sur certaines tâches (intex,EA et ES). Il n'y a plus de possibilité de cloisonnement comme pour Chorus avec des exploitants maîtrisant l'ensemble de la chaîne. Ce modèle copernic a fait ses preuves en 7 ans grâce à la compétence des différents intervenants exploitants, intex et IIA... Les réticences de Rennes face à ce modèle doivent disparaître. Il n'y a pas de risque de perte de compétence par la livraison d'applications déjà testées par l'INTEX...ce n'est pas le ressenti des agents.

Même s'il n'y pas eu de réponse à la question du devenir de la gestion des opérations, on peut craindre sa disparition dans le modèle copernic.

Rapidement, le chef de service a confirmé que la VMA ES reste à Rennes, qu'il n'y a pas de projet de récupération d'Hélios N3 par SI2B et qu'il n'avait aucune information sur le démarrage du SIRH dans le cadre du CISIRH(ex ONP).

Les raisons d' échanger, de communiquer et de se mobiliser sont plus que jamais nécessaires.

Le 4 décembre, faites entendre votre voix, votez CGT

